

Veille & territoires

#304 Bulletin du 24 février 2022

Action cœur de ville



Atlas Action cœur de ville, pour la relance territoriale et écologique

ANCT, ACV, février 2022. 25 p.

Point d'étape du programme au 1er février 2022, cet atlas présente ainsi, sous forme cartographique et de chiffres-clés, des indicateurs illustrant le suivi de l'avancement du programme, ses résultats concrets et ses premiers impacts.

Agriculture

► Etat des terres agricoles en France

Terre de liens, février 2022. 72 p.

A l'occasion du Salon de l'agriculture, Terre de Liens publie un rapport sur l'état des terres agricoles en France et sonne l'alarme sur l'importante diminution du nombre d'agriculteurs et de fermes depuis des décennies et à venir. Parallèlement à ce phénomène, on assiste à une concentration des terres, les exploitations s'agrandissant, se spécialisant, continuant à se mécaniser et pérennisant un modèle agricole insoutenable pour l'environnement et peu souhaitable du point de vue économique et social. Le rapport relance donc l'idée d'une grande loi foncière pour mieux préserver et partager la terre agricole et fait des propositions pour faciliter les installations.

► [Le rapport 2022](#)

► Coordination et coopération territoriales, des outils essentiels pour agir collectivement en faveur de l'accès à une alimentation de qualité

Marc Alphandéry, Florian Laboulais et Dominique Picard

Vie sociale, 2021/4 (n° 36), pp. 143-157

Partant des enseignements issus de l'étude-action « Agir contre la précarité alimentaire en favorisant l'accès de tou-te-s à une alimentation de qualité », publiée par le Labo de l'ESS en octobre 2020, cet article propose une analyse des enjeux de la mise en place d'actions de coordination et de coopération territoriales favorisant l'accès à une alimentation de qualité. S'appuyant sur des exemples concrets d'initiatives, il rend compte des formes que celles-ci peuvent prendre et met en lumière la nécessité du développement de véritables gouvernances locales.

Cohésion

► Cohesion in Europe towards 2050

Huitième rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale

Commission européenne, DG Regio, février 2022. 353 p. (*en anglais*)

Le rapport présente un premier tableau de l'impact de la pandémie de coronavirus au

niveau régional. Il montre également des tendances à la fois positives et négatives dans les régions, les villes et les zones rurales de l'UE. Le rapport évalue la cohésion économique, sociale et territoriale dans l'UE. Il montre que les régions moins développées ont rattrapé leur retard, mais que de nombreuses régions en transition se sont retrouvées coincées dans un piège de développement. Le changement démographique affectera toutes les régions au cours des prochaines décennies, marqué par un vieillissement de la population. Le rapport souligne également que les transitions verte et numérique seront les principaux moteurs de la croissance de l'UE, mais fait valoir que, sans action politique appropriée, de nouvelles disparités économiques, sociales et territoriales pourraient apparaître. Il lance une réflexion sur la manière dont la politique de cohésion doit évoluer pour répondre à ces défis.

[►Rapport](#) [►Synthèse](#)

[► Consolider le vivre ensemble](#)

Jean-Louis Sanchez et Hélène Padieu

Observatoire national de l'action sociale (Odas), février 2022. 55 p.

En s'appuyant sur plus de trente ans d'observation menée avec une très grande diversité d'acteurs locaux et nationaux (communes, départements, associations, organismes de protection sociale, services de l'Etat), l'Odas a souhaité apporter, par ce manifeste, sa contribution aux réflexions en cours sur l'avenir de notre modèle de société et notamment sur les sujets liés au développement local, à l'éducation, à la citoyenneté, au service public et à la décentralisation.

[►Le manifeste](#)

Démocratie participative

[► Rétablir la confiance des Français dans la vie démocratique - 50 propositions pour un tournant délibératif de la démocratie française](#)

Rapport au Premier Ministre de Monsieur Patrick Bernasconi, février 2022. 116 p.

Rapporteurs : David Djaïz (IGF) et Clément TONON (Conseil d'État)

Le 25 juin 2021, le Premier ministre a confié à M. Patrick Bernasconi, ancien Président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), une mission sur l'avenir de la participation citoyenne et de la démocratie délibérative en France.

La mission formule 50 propositions pour développer la démocratie participative dans tous les secteurs de l'action publique et optimiser son articulation avec la démocratie représentative. Elle recommande tout particulièrement de structurer juridiquement et opérationnellement le champ de la démocratie participative, à l'instar de la démocratie sociale. Avec la création d'un « cycle délibératif national » sur les politiques publiques touchant aux grandes transitions, elle propose une réponse innovante et ambitieuse à la nécessité de mieux articuler les dimensions participative et délibérative de la contribution citoyenne, l'expertise de la société civile organisée (CESE) et le rôle du Parlement.

Démographie - Population

[► Une France jamais autant peuplée: comment l'habiter ?](#)

Sacha Czerbok, Jules Peter-Jan, Martin Vanier

Telos, 15 février 2022

Dans les cinquante prochaines années, le peuplement de la France va connaître, plus que jamais, des pleins toujours plus pleins en même temps que des vides durablement vides, la pression et le déclin, la densification et la décroissance.

Développement économique

[► 2040 : le numérique et l'écologie au service de l'industrie locale](#)

Agence d'urbanisme de Rennes (Audiar)

Dossier « Industrie », note #1, janvier 2022. 8 p.

Cette note est issue des entretiens auprès d'experts réalisés dans le cadre d'un atelier de travail « France productive : le nouveau territoire par l'industrie » animé par les agences d'urbanisme de Brest (ADEUPA), Toulouse (AUAT), Quimper (QCD) et de Rennes (AUDIAR). L'objectif de cet atelier était d'imaginer, à l'aide d'interviews d'universitaires, de

consultants, de techniciens de collectivités locales et de chefs d'entreprises, ce que pourrait être un avenir heureux plausible pour l'industrie française et notre économie. Répondant à cette invitation des agences d'urbanisme, universitaires, consultants, techniciens de collectivités locales et chefs d'entreprises, ont imaginé ce que pourrait être un avenir heureux plausible pour l'industrie française. À rebours d'un discours sur un déclin français inéluctable, les experts auditionnés font part de leur confiance sur la préservation et le développement d'un tissu productif national à l'horizon 2040.

Développement rural

[► Culture et développement rural : un guide pour les porteurs de projet](#)

Réseau rural national, Cabinet Cultures et Territoires, Jean-Luc Pouts, Jean-Michel Tobelem. Décembre 2021. 144 p.

Quelle est la contribution de la culture et du tourisme culturel au développement rural ? Le Réseau rural national a souhaité réaliser une étude sur le sujet, en partenariat avec le ministère de la Culture et l'ANCT. Le présent guide est issu de cette étude. Il propose des repères méthodologiques aux élus et porteurs de projets culturels et touristiques en milieu rural. À partir de l'observation fine de plusieurs dizaines d'actions culturelles, il livre également une réflexion approfondie sur le rapport entre dynamique culturelle et développement territorial.

Economie sociale et solidaire

[► Les polarisations territoriales de l'économie sociale et solidaire](#)

Revue d'Économie Régionale & Urbaine, n° 1, février 2022. pp. 7-87

Le présent dossier consacré aux polarisations territoriales de l'économie sociale et solidaire (ESS) entend témoigner d'un double renouvellement de la recherche, qu'il s'agisse d'un programme d'investigation généraliste sur les articulations entre ESS et territoire ou du développement d'analyses spécifiquement consacrées à l'émergence de pôles territoriaux d'ESS.

Foncier

[► Réinterroger les liens entre urbain et rural : interconnexions et coordinations des territoires](#)

**Coordonné par Romain Melot, Lise Bourdeau-Lepage, Mathieu Bonnefond
Géographie, économie, société, vol. 23, 2021/4, publié en février 2022. 180 p.**

De nouvelles dynamiques d'interconnexion entre territoires urbains et ruraux sont à l'œuvre. Elles structurent de nombreux travaux de sciences sociales sur la re-territorialisation des systèmes agri-alimentaires, les services écosystémiques rendus par les franges périurbaines ou encore les innovations en matière de gouvernance dans les relations entre espaces ruraux et urbains. Au-delà de la simple caractérisation d'un nouveau paradigme des relations entre territoires urbains et ruraux, ce numéro spécial présente la traduction de ces interconnexions. L'angle d'attaque privilégié est celui des innovations sociales et organisationnelles étudiées dans le cadre de recherches empiriques co-construites avec des partenaires territoriaux dans plusieurs régions françaises au cours des cinq dernières années. Les connaissances produites par la recherche partenariale illustrent la diversité des compétences qui doivent être mobilisées pour saisir toutes les facettes des questions relatives au développement régional. C'est bien la dimension systémique des problématiques territoriales qui pose un défi pour la recherche et pour l'action publique.

[► Artificialisation des sols et étalement urbain : faut-il contenir les maisons individuelles et comment ?](#)

France Inter, La Terre au carré, 16 février 2022. 55 min

Invités : Sylvain Grisot, urbaniste, fondateur de dixit.net ; Brian Padilla, écologue au Museum national d'Histoire naturelle ; Héroïse Leussier, journaliste

Il est annoncé un besoin de 2,7 à 3,9 millions de nouveaux logements sur la période de 2017-2030. Comment créer de nouveaux logements sans atteindre la biodiversité et les terres agricoles, sans étendre davantage la ville et éloigner les habitations des services de

la ville ? Pour répondre à cette problématique de l'étalement urbain un champ d'alternatives est possible. 80% de la ville de 2050 est déjà en place selon l'urbaniste Sylvain Grisot, il s'agit donc de s'appuyer sur ce qui est déjà construit, « l'existant » en termes d'urbanisme et trouver des méthodes de densification que l'on appelle douces.

[**► Renouveau du pavillon individuel : et si la solution à la crise du logement se trouvait dans la France pavillonnaire ?**](#)

Terra nova, Benjamin Aubry

La grande conversation 2022, 17 février 2022. 2 podcasts de 20 et 30 min

Dans ces deux épisodes de podcast, Benjamin Aubry, co-fondateur de ludo, architecte et entrepreneur, propose de démocratiser la densification de nos quartiers pavillonnaires. Il plaide pour la création d'un statut de micro-promoteur immobilier, inspiré du statut d'auto-entrepreneur. Une manière de démocratiser l'art de construire en permettant aux ménages propriétaires de leur maison individuelle de construire du logement sur leur parcelle, et, ce faisant, de faire au moins d'une pierre quatre coups : répondre à la crise du logement sans artificialiser les sols, générer du pouvoir d'achat par la valeur foncière, anticiper le vieillissement de la société, ou encore financer la rénovation énergétique du parc bâti.

[**► France pavillonnaire : territoires d'opportunités \(1/2\)**](#)

[**► France pavillonnaire : demain, tous promoteurs immobiliers ? \(2/2\)**](#)

Gouvernance territoriale

[**► Gouvernance, pouvoirs et réformes des territoires en Europe**](#)

Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE), 2022

Comment évolue la mosaïque complexe des territoires européens ? Comment, dans un contexte de crise environnementale et sanitaire, les responsabilités des municipalités, des territoires intermédiaires et des régions ont-elles changé ces dernières années ? Quels exemples de réformes territoriales réussies peuvent être répliqués ailleurs ? Pour répondre à ces questions, le CCRE propose un rapport et outil en ligne intitulé le rapport TERRI. Ce travail se penche sur les réformes territoriales et les tendances en matière de décentralisation dans 40 pays durant la dernière décennie. Il analyse la nature changeante des relations entre les gouvernements centraux et infranationaux.

Une partie importante de l'analyse se focalise sur l'organisation des compétences sanitaires dans différents pays et évalue l'impact de la COVID-19 sur les systèmes de santé locaux.

Métropoles

[**► Enquête sur l'attractivité des métropoles 2021 : Lyon, Rennes et Toulouse sont les plus attractives de France**](#)

HelloWork, 14 février 2022

Quelle perception les actifs des 21 plus grandes villes françaises ont-ils de leur lieu de vie ? Le jugent-ils attractif ? Pour la quatrième édition de l'enquête sur l'attractivité des villes, HelloWork, en partenariat avec le cabinet Hays ont interrogé 2 383 actifs issus des principales métropoles françaises sur leur ressenti concernant leur lieu de résidence. Coût de la vie, qualité des infrastructures, transports, qualité de vie, dynamisme économique, marché de l'emploi... Quelles villes sont aujourd'hui les plus attractives selon leurs habitants ?

Mobilité résidentielle

[**► L'exode urbain : petits flux, grands effets. Les mobilités résidentielles à l'ère \(post-\) Covid**](#)

PUCA, Réseau Rural Français

Popsu territoires, février 2022. 12 p.

Le Réseau Rural Français et le Plan Urbanisme Construction Architecture pilotent une étude intitulée « Exode urbain : impacts de la pandémie de COVID-19 sur les mobilités résidentielles ». Les premiers travaux montrent que la pandémie de Covid-19 n'a pas bouleversé de fond en comble les structures territoriales françaises : la France post-Covid qui se dessine reste marquée par la force des pôles urbains, la périurbanisation et

l'attractivité des littoraux. Ce qui a été appelé « exode urbain » se trouverait alors là : l'« exode urbain » loin d'un départ massif de populations hors des villes au profit d'un rééquilibrage territorial consisterait en un ensemble de « petits flux » sortant des pôles urbains principalement de très grande taille, qui concerne des types de ménages variés et des territoires différents.

► [Premiers résultats de l'étude](#)

Numérique

► [Territoire intelligent et service public local connecté : quels outils pour un développement maîtrisé ?](#)

Inspection générale de l'administration (IGA), Patrick Reix, François de Charrette, François Philizot. Janvier 2022. 76 p.

La ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales a confié à l'IGA une mission d'appréciation des enjeux liés aux territoires intelligents et au service public connecté. Plusieurs questions ont guidé les travaux de l'IGA : y a-t-il un modèle des territoires intelligents ? Si non, en faudrait-il un ? Quelle est la nature des initiatives locales prises par les écosystèmes des territoires intelligents et quelles finalités visent-elles ? Quels sont les outils déployés pour leur mise en œuvre et selon quelles méthodes ? Quel est le positionnement de l'Etat, central et territorial, dans ce domaine et comment peut-il évoluer le cas échéant ?

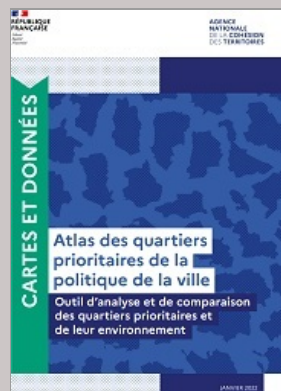
► [Guide de bonnes pratiques numérique responsable pour les organisations](#)

MiNumEco (mission interministérielle numérique écoresponsable), Direction interministérielle du numérique (DINUM), février 2022. 102 p.

Ce guide répond à un besoin des organisations d'avoir un outil pour les accompagner dans la mise en œuvre de leur démarche et de leur plan d'action pour un numérique plus responsable. Son objectif est d'une part de sensibiliser les différents acteurs aux impacts de certaines pratiques rencontrées au sein des organisations, et d'autre part de partager des exemples de bonnes pratiques numérique responsable qui peuvent participer à la réduction de l'empreinte environnementale du numérique. Ce guide s'adresse à tout type d'organisation, du secteur public comme du secteur privé.

► [Le guide](#)

Politique de la ville



Atlas des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Outil d'analyse et de comparaison des quartiers prioritaires et de leur environnement

ANCT, janvier 2022. 342 p. Coll. Cartes et données

Ce document présente, dans une première partie, la géographie des quartiers prioritaires. À l'aide de cartes et de tableaux synthétiques, ces derniers sont décrits au travers d'indicateurs qui reflètent les trois grands axes de la politique de la ville : la cohésion sociale, le cadre de vie et le renouvellement urbain, le développement de l'activité économique et de l'emploi.

Les données sont ventilées à différentes échelles (région, département, établissement public de coopération intercommunale) en comparant systématiquement les caractéristiques des populations vivant en quartiers prioritaires à celles de l'ensemble du territoire visé. Les données des quartiers prioritaires sont ainsi replacées dans leur contexte géographique et socio-économique. Dans une deuxième partie, des données détaillées quartier par quartier permettent leur mise en regard avec les principaux autres zonages relatifs à la politique de la ville (éducation prioritaire, zone de sécurité prioritaire, programme national de renouvellement urbain et zone franche urbaine).

► [Télécharger l'atlas complet](#)

► [Télécharger l'atlas par chapitre régional](#)

Qualité de vie

► [Vivre, travailler et habiter en France : où est-on le plus satisfait ?](#)

Insee, François Gleizes, Stéphane Legleye, Anne Pla

***Documents de travail*, n°2022-01, février 2022. 87 p.**

Cette étude cherche à répondre à plusieurs questions : où et dans quel type d'environnement de vie est-on le plus satisfait de vivre et de résider ? Y a-t-il des écarts entre les zones fortement urbanisées et les communes isolées ou entre les communes riches et les communes pauvres ? Ces écarts ont-ils évolué au cours de la décennie passée ? A un niveau plus fin, la richesse de la commune, son taux de chômage ou son taux d'immigrés ont-ils un impact sur le niveau de satisfaction des Français ? Pour répondre à ces objectifs, nous analysons les déterminants de la satisfaction générale dans la vie et de la satisfaction relative à quatre autres dimensions particulières : le logement et son environnement, le travail, les loisirs et les relations sociales.

Résilience territoriale

► [Résilience des territoires - Vers une approche intégrée des risques](#)

Comité 21, février 2022. 32 p.

Le Comité 21 anime un Think-Tank dédié à la résilience des territoires. Ses travaux, lancés en septembre 2020, s'appuient sur une enquête, réalisée auprès des collectivités locales. Elle a permis d'identifier les principaux risques perçus par les collectivités locales, les méthodes utilisées, les actions menées et leurs priorités en vue d'une résilience renforcée. Ces travaux sur la résilience s'inscrivent dans la continuité des réflexions menées par le Comité 21 sur l'adaptation aux changements climatiques.

► [L'étude](#)

SDRIF

► [Révision du Schéma directeur de la Région Île-de-France de 2013 : enjeux et méthode](#)

Ceser Ile-de-France, Nicole Sergent, Commission Aménagement du territoire. Février 2022. 44 p.

Le Ceser Ile-de-France a été saisi en octobre dernier par la Présidente de Région pour réfléchir à la révision du SDRIF de 2013. Dans sa lettre de saisine, elle indique qu'il est « indispensable de disposer d'un Schéma directeur francilien à forte portée environnementale, mettant en œuvre à l'horizon 2040 la transformation de l'Île-de-France vers une Région ZAN (Zéro artificialisation nette), ZEN (Zéro émission nette) et circulaire, un SDRIF-Environnemental (SDRIF-E) »

Dans cette perspective, ce rapport s'attache à présenter les pistes possibles pour transformer l'aménagement du territoire ainsi que pour mieux penser les échelles territoriales et la planification spatiale. Enfin, il développe des propositions pour une élaboration partagée du SDRIF-E.

► [Avis et rapport](#)

Sport

► [Faire nation par le sport. L'insertion des jeunes par le sport](#)

Rapport remis à Roxana Maracineanu (Ministre des Sports) et Nadia Hai (Ministre déléguée chargée de la Ville)

Karl Olive. Février 2022. 92 p.

A l'issue de la mission qui lui avait été confiée en octobre dernier pour "réfléchir à une meilleure articulation des actions publiques en matière d'insertion par le sport dans les quartiers", Karl Olive, maire de Poissy, formule dans ce rapport plusieurs propositions visant à renforcer la pratique sportive comme vecteur d'inclusion et d'insertion professionnelle des jeunes. Parmi les 24 préconisations du rapport : le déploiement de tiers-lieux sportifs et dojos solidaires, la réalisation de Travaux d'intérêts Généraux (TIG) Sport dans les clubs sportifs, pérenniser le dispositif des coaches d'insertion par le sport.

Télétravail

[► Télétravail et immobilier d'entreprise](#)

Banque de France, Antonin Bergeaud, Jean-Benoît Eymeoud, Thomas Garcia et Dorian Henricot

Bloc-Notes de l'Eco, billet #254. Février 2022

En France, le marché de l'immobilier d'entreprise commence à s'ajuster à l'essor du télétravail et son impact sur l'immobilier de bureaux est déjà visible. Dans les départements plus exposés au télétravail, la crise Covid-19 a entraîné une hausse des taux de vacance et une baisse de la construction et des prix. Les indicateurs de long terme suggèrent que les marchés anticipent une utilisation durable du télétravail.

Territoires d'industrie

[► 146 territoires d'industrie, en apparence semblables et pourtant si différents](#)

Mounir Amdaoud, Nadine Levratto. EconomiX, UMR 7235 CNRS-université Paris Nanterre, 2022. 9 p.

La présente note propose une analyse systématique de la situation sur le plan de l'emploi et du nombre d'entreprises des 146 territoires d'industrie, de son évolution et des profils productifs qui les caractérisent.

Transitions

[► Et si les quartiers populaires entraient en transition ?](#)

Replay du webinaire du 20 janvier 2022. 118 mn

Julien Dossier, Cécile Dublanche, Mohamed Amjahdi

Ville au Carré, cycle "*Dessine-moi ton quartier en 2050*", 10 février 2022

Ce webinaire marque le lancement du nouveau cycle de Villes au Carré sur les démarches de transition dans les quartiers de la politique de la ville. Au programme : " Pourquoi parler des transitions dans les quartiers de la politique de la ville ?", "Comment s'imaginer l'avenir du territoire en le dessinant ensemble ?", avec présentation de la « Fresque de la renaissance écologique » par Julien Dossier, urbaniste.

[► Adaptation au changement climatique : se mettre en action !](#)

Céline Lutoff, Marie Arthuis et Sandrine Anquetin

PUG, Coll. *Le Virus de la Recherche - Transition Environnementale*, février 2022. 9 p.

Les effets du changement climatique sont d'ores et déjà visibles et sensibles dans de nombreux territoires. Dans les Alpes en particulier, les acteurs locaux témoignent de transformations notables sur les précipitations neigeuses, la disponibilité de la ressource en eau l'été, les cycles végétatifs, l'apparition ou la recrudescence de phénomènes tels que les incendies de forêt ou les éboulements rocheux. Face à ce constat, les collectivités locales sont contraintes légalement de réagir et de proposer des solutions : d'une part pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et limiter le réchauffement (atténuation) et d'autre part pour s'adapter aux évolutions déjà observées (mesures d'adaptation). Cependant, ces solutions ne sont pas immédiates dans leur formulation et leur mise en action ne va pas de soi.

[► L'adaptation des économies au changement climatique : les enseignements tirés de la recherche économique](#)

Mathias Lé

***Le Bulletin de la Banque de France*, n° 239/5, janvier-février 2022. 8 p.**

Au-delà des enjeux de transition énergétique et d'élaboration d'un modèle économique soutenable, le processus de changement climatique a d'ores et déjà des conséquences négatives mesurables : moindres rendements agricoles, baisse de l'offre de travail, croissance plus faible de la productivité. Il s'agit alors de comprendre dans quelle mesure les entreprises, et plus généralement les économies, sont susceptibles de s'adapter et d'innover afin d'en atténuer les conséquences néfastes. Les travaux examinés relèvent à ce stade une adaptation relativement limitée des entreprises aux conséquences du changement climatique.

► [Au nom de l'attractivité métropolitaine. Sacrifices et rituels du renouvellement urbain par grand projet](#)

Clément Barbier

Métropolitiques, 14 février 2022

Comparant deux projets de renouvellement urbain à Lille et Hambourg, Clément Barbier montre que la mise en scène de l'attractivité par les pouvoirs locaux contraste avec leur impuissance à attirer entreprises et nouveaux habitants, cette politique n'étant par ailleurs pas sans effets sur les espaces populaires concernés.

► [Au nord comme au sud de la Méditerranée, les quartiers populaires face à la métropolisation](#)

Nora Semmoud

The Conversation, 13 février 2022

Conclusions d'une récente étude qui porte sur des quartiers de diverses villes du bassin méditerranéen abritant des classes populaires, directement ou indirectement confrontées aux transformations urbaines (éradication des bidonvilles, requalification des centres, rénovation des grands ensembles et régularisation/restructuration des quartiers non réglementaires) et à un urbanisme de grands projets (commerciaux, immobiliers, touristiques ou à finalité patrimoniale) dont l'objectif essentiel est de valoriser le foncier. Ces dynamiques provoquent des déplacements contraints, qui se conjuguent aux effets de la « privatisation » des services urbains, de la réduction des budgets publics d'équipement des quartiers et des difficultés de transport. Ces effets enclenchent des processus de marginalisation qui exacerbent les inégalités sociospatiales.

► [Article](#)

► [Etude « Exister et résister dans les marges urbaines - Les villes du Bassin méditerranéen](#)

»

[\[à télécharger \(322 p.\) ou à lire en ligne\]](#)

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille

>> **S'abonner au bulletin : [accès direct à l'encart d'inscription](#)**

>> **Nous contacter : veille.anct@anct.gouv.fr**

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20, avenue de Ségur - TSA 10717 - 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr

